vinetur

Le Parlement européen s’interroge sur la place du vin dans la politique de santé

Les intervenants ont appelé les responsables à distinguer la consommation modérée avec les repas de l’usage nocif de l’alcool dans les règles de prévention des maladies.

mardi 29 septembre 2026



Scientifiques, législateurs et représentants de l’industrie du vin se sont réunis mardi au Parlement européen, à Bruxelles, pour un débat sur la manière dont le vin devrait être traité dans les politiques de santé publique, alors que les institutions européennes intensifient leurs travaux sur le cancer, les maladies cardiovasculaires et d’autres maladies non transmissibles.

L’événement, intitulé « Health debates: Can wine be part of a healthy lifestyle? », était accueilli par le député italien Dario Nardella, du groupe des Socialistes et démocrates, et organisé par le Comité Européen des Entreprises Vins, principale organisation professionnelle des entreprises vitivinicoles européennes. Selon les organisateurs, la discussion a porté sur la question de savoir si l’élaboration des politiques devrait prendre en compte les habitudes de consommation, l’alimentation, les usages sociaux et des facteurs plus larges liés au mode de vie, plutôt que de traiter toute consommation d’alcool de la même manière.

La réunion s’est tenue alors que la politique en matière d’alcool demeure étroitement examinée en Europe et à l’échelle internationale. Les autorités de santé publique ont réclamé des mesures de prévention plus strictes liées au rôle de l’alcool dans le cancer et d’autres maladies, tandis que les producteurs et certains législateurs ont soutenu que la réglementation devait distinguer entre la consommation nocive et la consommation modérée avec les repas. Ce désaccord est devenu plus visible dans les débats sur les avertissements sanitaires, l’information des consommateurs et la manière de présenter les risques liés à l’alcool dans les recommandations officielles.

S’exprimant à la clôture de l’événement, M. Nardella a déclaré que la protection de la santé publique devait rester une responsabilité politique centrale, mais a ajouté que la politique de prévention devait s’appuyer sur des preuves scientifiques et refléter ce qu’il a appelé la complexité de l’alimentation, des modes de vie et des comportements des individus. Il a également estimé que le vin faisait partie du patrimoine agricole, économique et culturel de l’Europe, en particulier dans les régions rurales de production.

Le panel scientifique réunissait Gianni Pes, chercheur principal à l’université de Sassari, connu pour ses travaux sur les « zones bleues », et Attilio Giacosa, gastro-entérologue et président de l’Istituto per la Ricerca su Vino, Alimentazione e Salute. Les deux intervenants ont estimé que la recherche sur la longévité ne peut pas être réduite à un seul facteur et doit être lue dans le contexte de modes de vie plus larges.

Pes a évoqué la Sardaigne, l'une des régions souvent citées dans les travaux sur les zones bleues, et a indiqué que la longévité y est associée à une activité physique quotidienne, à une alimentation traditionnelle, aux liens familiaux et communautaires, ainsi qu'aux interactions sociales. Il a dit que le vin a traditionnellement été présent dans cet environnement, généralement consommé avec modération et au cours des repas, mais qu'il ne représente qu'un élément d'un ensemble plus vaste. Il a ajouté que le lien entre vin et santé demeurait scientifiquement complexe et débattu.

Giacosa a déclaré que la science devait appréhender cette complexité plutôt que de s'en remettre à des messages simplifiés. Il a affirmé que l'abus d'alcool était clairement nocif et que certaines personnes ne devaient pas boire du tout. Dans le même temps, il a dit que les chercheurs devraient examiner la dose, les habitudes de consommation, le fait de boire ou non avec les repas, ainsi que le contexte global de l'alimentation et du mode de vie avant de tirer des conclusions politiques.

Ces arguments reflètent une controverse de longue date dans la recherche sur l'alcool. Pendant des années, certaines études observationnelles ont suggéré qu'une consommation légère ou modérée, surtout dans les contextes méditerranéens, pourrait être associée à certains bénéfices cardiovasculaires. Des revues plus récentes et des agences de santé publique ont remis en question ces conclusions, estimant que les résultats peuvent être faussés par des différences de revenu, d'alimentation, d'exercice, d'antécédents de tabagisme et par la manière dont les anciens buveurs sont regroupés dans les études. De grands organismes de santé, dont l'Organisation mondiale de la santé, ont également souligné que l'alcool est un cancérogène et que le risque peut augmenter même à de faibles niveaux de consommation.

Cette tension était présente tout au long de la discussion de mardi. Marzia Varvaglione, présidente du CEEV, a déclaré que l'industrie reconnaissait les risques liés à l'usage nocif de l'alcool et soutenait la modération, l'éducation et des choix éclairés. Elle a affirmé que la politique européenne devait distinguer entre les comportements de consommation nocifs et le vin consommé avec modération dans ce qu'elle a appelé un mode de vie équilibré. Elle a également déclaré que le secteur ne cherchait pas à encourager la consommation d'alcool, mais à préserver une culture dans laquelle les adultes qui choisissent de boire du vin peuvent le consommer de manière responsable.

Les organisateurs ont rattaché la discussion aux débats politiques en cours au-delà du cancer, notamment aux maladies cardiovasculaires et aux stratégies plus larges contre les maladies non transmissibles. Le programme de l'événement faisait également référence aux travaux en cours de l'Organisation mondiale de la santé et à de récents débats internationaux sur la politique de prévention. Il présentait la session comme une tentative de maintenir le débat « fondé sur la science » à un moment où le vin fait l'objet d'un examen sanitaire plus strict.

Le thème des zones bleues a joué un rôle central dans le programme. Les organisateurs ont cité la Sardaigne en Italie, Ikaria en Grèce et Nicoya au Costa Rica comme exemples de lieux étudiés pour le vieillissement en bonne santé et la longévité. Leur argument était que ces régions devaient être comprises à travers une combinaison d'habitudes alimentaires, d'activité physique, d'environnement et de relations sociales, le vin, lorsqu'il est présent, étant considéré comme un élément parmi d'autres plutôt que comme la cause déterminante.

Ignacio Sánchez Recarte, secrétaire général du CEEV, a déclaré après l'événement que l'Europe avait besoin d'un dialogue ouvert entre scientifiques et décideurs politiques alors qu'elle élabore son approche du cancer, des maladies cardiovasculaires et d'autres maladies non transmissibles. Il a estimé qu'une approche « impliquant l'ensemble de la société » était nécessaire et que les parties prenantes devaient participer à la discussion aux côtés des chercheurs et des responsables publics.

Le CEEV a indiqué qu'il représente les entreprises du vin, des vins aromatisés et du vinaigre de l'Union européenne à travers 24 associations nationales, deux associations sectorielles et un consortium de quatre grandes entreprises vitivinicoles, avec des membres dans 13 États membres de l'UE ainsi qu'en Suisse, au Royaume-Uni et en Ukraine. Le groupe affirme que ses membres représentent plus de 90 % des exportations européennes de vin, une position qui lui confère un fort intérêt dans la manière dont les débats de santé publique à Bruxelles influencent l'étiquetage, le marketing et la perception des consommateurs dans l'ensemble du bloc.